# *Les institutions péruviennes protégées par la force*

Par :  Roberto Morejón

De nouveaux critères et preuves fournis par les observateurs internationaux soulignent l'ampleur de la répression institutionnelle au Pérou lors des manifestations contre le renversement de l'ancien président Pedro Castillo et en faveur d'élections anticipées.

La Mission de solidarité internationale et des droits de l'homme, composée de personnalités politiques, sociales et syndicales argentines, a rendu un rapport accablant sur la réalité de la situation au Pérou.

En plus de soulever ce qu'ils considèrent comme la destitution erronée de Castillo, les visiteurs ont déclaré qu'ils voyaient au Pérou un déploiement et une ostentation inhabituels des forces et ont recommandé d'enquêter sur cet État pour avoir commis des crimes contre l'humanité.

D'autres organisations internationales et journalistes, contrairement à la grande presse de Lima, ont convergé vers des critères similaires.

L'armée et la police péruviennes attaquent les manifestations de mécontentement populaire depuis le 7 décembre, tuant une soixantaine de personnes, dont beaucoup réclamaient la démission de la présidente désignée, Dina Boluarte.

La présidente, qui affirme ne pas avoir donné l'ordre d'attaquer des civils, a ainsi suscité de sérieux doutes.

Les Péruviens disent que si ses affirmations sont vraies, elle devrait préciser qui a donné l'ordre de les massacrer.

Ayacucho, Juliaca, Puno, Apurimac sont quelques-unes des régions où des dizaines de personnes sont mortes aux mains des policiers en uniforme qui, de connivence avec la presse, ont lancé l'idée que les manifestants étaient des terroristes.

Tout en répétant fébrilement cette ruse, les dirigeants de droite qui contrôlent le Congrès et le gouvernement hésitant de Boluarte esquivent les allégations selon lesquelles la plupart des victimes des manifestations étaient des pauvres, de préférence des indigènes et des paysans.

Les manifestants viennent des provinces, avec peu de ressources financières et peu d'éducation pour se défendre juridiquement contre les outrages commis.

Les élites de Lima leur ont tenu tête de toutes leurs forces, déterminées à épuiser ceux qui défilaient dans les rues.

La direction du Congrès, dominée par la droite, a agi dans le même but, profitant de la crise pour faire passer des projets de loi en peu de temps et en mettre d'autres d'intérêt populaire de côté.

Ce n'est pas un hasard si le pouvoir législatif et la présidente désignée ont un niveau élevé de désapprobation, même si cela ne semble pas avoir d'importance pour eux, car ils se sentent soutenus par la force.

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/316930-les-institutions-peruviennes-protegees-par-la-force

**Radio Habana Cuba**